

MERCREDI 26 OCTOBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) Ils répondent à la police
- 2) Il ramollit !
- 3) La tête sous l'eau
- 4) Valls lui a fait sa fête
- 5) La France...
- 6) Vers une autre façon de se déplacer
- 7) Un emballement climatique...
- 8) Le suicide de la gauche...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) "Viser la justice c'est se tromper de cible", les magistrats répondent aux accusations de laxisme de la police



AFP

Le fossé semble désormais plus grand que jamais entre police et justice

La grogne se poursuit dans la police. Au neuvième jour de mobilisation des forces de l'ordre, quatre syndicats de police appellent au rassemblement devant les tribunaux pour combattre le "laxisme" présumé de la justice et des magistrats, notamment avec les agresseurs de forces de l'ordre.

Une accusation qui n'est pas nouvelle. Récurrente depuis le début de la primaire de la droite et du centre, cette petite musique trouve aujourd'hui écho dans la mobilisation des forces de l'ordre. Point névralgique de la mobilisation, la police accuse les juges de remettre en liberté des délinquants qu'ils s'échinent à arrêter. Une mise en cause "inadmissible" de la justice qui choque les magistrats.

Les magistrats réfutent les accusations de laxisme

Alors que le fossé semble désormais plus grand que jamais, pour Céline Parisot, la secrétaire générale de l'Union syndicale des magistrats, l'appel des forces de l'ordre à manifester devant les tribunaux est "une énorme erreur": "Vouloir faire pression sur les juges, c'est inadmissible", s'indigne-t-elle. D'autant que, pour les magistrats, les accusations de laxisme ne sont pas fondées, comme l'expliquait la responsable au micro d'Europe 1, le 20 octobre 2016.

Ce n'est pas fondé sur des faits réels puisque les prisons n'ont jamais été aussi peuplées et qu'il n'y a jamais eu autant de détentions provisoires."

"On peut comprendre la grogne des policiers quand ils demandent plus de moyens parce que cela touche à notre travail commun (...) mais la justice n'est pas laxiste, c'est faux", assène-t-elle, avant de prendre les chiffres du ministère de la Justice pour preuve. "La peine moyenne prononcée par les tribunaux augmente. En 2012 c'était 6,9 mois, en 2015 c'est 8,4 mois", plaide-t-elle. Et sur la même période, le nombre de condamnations à de la prison ferme a augmenté, passant de 122.301 à 124.702, comme le rappelle Franceinfo.

"Ce n'est pas nous qui allons changer la loi"

Interrogée par RTL, la représentante de l'USM rappelle toutefois que la Justice est solidaire des forces de polices, qui se battent face aux mêmes

difficultés budgétaires, matérielles et effectives depuis de nombreuses années. C'est pourquoi Céline Parisot rappelle que "viser la justice c'est se tromper de cible".

Ce n'est pas nous qui allons leur apporter plus de moyens et ce n'est pas nous qui allons changer la loi, nous on ne fait que l'appliquer."

Alors que le gouvernement a promis plus de moyens aux forces de l'ordre, les manifestants souhaitent désormais revoir certaines lois, comme la remise en place des peines plancher ou encore l'assouplissement des règles de la légitime défense. Si ces revendications peuvent être "entendues" par les magistrats, ce n'est pas la justice qui peut changer ces règles. De quoi provoquer l'incompréhension de l'USM: "Ce n'est pas à nous qu'il faut s'adresser, mais aux parlementaires".

huffingtonpost.fr

II) Primaire LR : le sondage qui voit mollir le noyau dur sarkozyste

Par Alain Auffray



Nicolas Sarkozy à Calais, le 21 septembre 2015. Photo Marc Chaumeil pour Libération

Selon la dernière vague d'enquête Ipsos publiée par «le Monde», Alain Juppé dominerait largement son rival, dès le premier tour.

Distancé par Alain Juppé

dès le premier tour de la primaire, Nicolas Sarkozy serait écrasé au second, 20 points derrière le maire de Bordeaux. Publiée ce mardi par le Monde, la septième vague d'enquête du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), réalisée par Ipsos-Sopra Steria, confirme une tendance repérée ces dernières semaines par tous les sondeurs. Pour l'ancien chef

de l'Etat, ce résultat est d'autant plus alarmant que cette étude se fonde sur un échantillon très significatif : 17 047 personnes ont été sollicitées du 14 au 19 octobre par Ipsos, qui n'a retenu que les 1 217 électeurs se déclarant «certains d'aller voter» les 20 et 27 novembre à la primaire de la droite et du centre.

Le précédent sondage du même institut, réalisé le mois dernier, avait pourtant repéré une modeste dynamique favorable à Sarkozy, dans la foulée de sa tonitruante entrée en campagne. Depuis le mois de juin, chaque vague d'enquête du Cevipof avait enregistré une progression de trois points de l'ex-président.

De sorte que l'écart entre Juppé et Sarkozy se réduisait progressivement, passant de 16 points en mars à 4 en septembre. Cette tendance s'inverse brutalement ce mois-ci : Juppé gagne 4 points, son rival en perd 3 et l'écart entre les deux hommes remonte à 11 points.

«Barrer la route à un autre candidat»

Tout se passe comme si l'ancien chef de l'Etat, avec sa campagne gauloise, mobilisait plus encore ses opposants que ses sympathisants. Près de 60 % des électeurs de Juppé reconnaissent d'ailleurs que leur vote n'est pas motivé par la seule «adhésion» au candidat mais aussi par la volonté de «barrer la route à un autre candidat».

Dans le camp Sarkozy, on soutient toujours que ces sondages ne veulent rien dire car personne ne peut prédire quels électeurs prendront effectivement la décision de se déplacer pour aller voter. «Sur le terrain, je ne sens pas du tout Juppé à ce niveau. Je persiste à penser que Sarkozy sera en tête au premier tour», explique à Libération Eric Ciotti, porte-parole de l'ex-président et député des Alpes-Maritimes, élu d'un «terrain» fort peu Juppéiste.

Leçon cruelle

Ce nouveau sondage met pourtant en évidence des évolutions très alarmantes pour les sarkozyses. Même auprès des sympathisants de son parti, ce fameux «noyau dur» qui représente plus de la moitié du corps électoral de la primaire, le fondateur de LR semble perdre l'hégémonie à laquelle il pouvait raisonnablement prétendre.

Auprès de cet électorat, il perd 5 points à 42 % quand Juppé en gagne 6 à 34 %. «Certains de nos électeurs préfèrent manifestement gagner avec Juppé que perdre avec Sarkozy», s'inquiète un

dirigeant sarkozyste, interrogé par Libération. C'est là, sans doute, la leçon la plus cruelle de ce sondage : le pessimisme grandit sur les chances de Nicolas Sarkozy, même chez les électeurs plutôt disposés à voter pour lui.

Alain Auffray



LAPRESSEENREVUE.EU

III) Popularité : à 4% de bonnes opinions, Hollande touche le fond



François Hollande à l'Elysée le 25 octobre 2016Stephane de Sakutin/ AFP

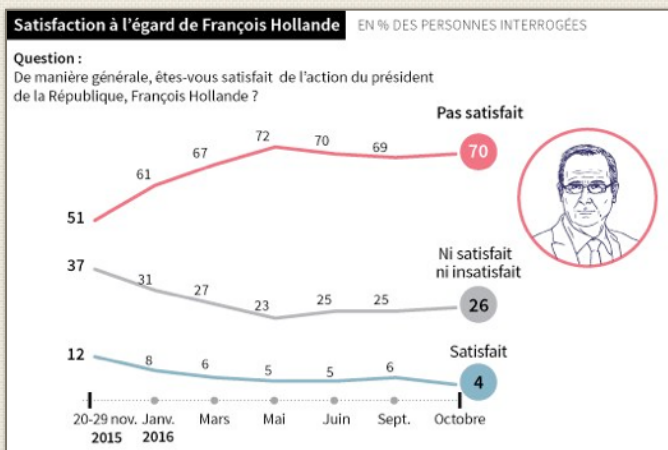
Arthur Berdah

Selon une enquête Ipsos pour le Cevipof et Le Monde, le chef de l'État traverse actuellement la pire période du quinquennat. Jamais un président de la Ve République n'avait connu une telle dégringolade.

Redeviendra-t-il bientôt «Monsieur 3%»? Alors que la parution de l'explosif livre-confessions Un

président ne devrait pas dire ça... a complètement rebattu les cartes à gauche et carrément remis sa candidature en question, François Hollande et ses proches admettaient avoir été touchés mais juraient être encore loin de couler. Pourtant, selon une enquête Ipsos pour le Cevipof et Le Monde réalisée du 14 au 19 octobre et publiée ce mardi, le chef de l'État ne s'est pas contenté de plier sous la pression: il a bel et bien rompu.

Déjà détenteur du record d'impopularité jamais enregistré pour un président sous la Ve République, le locataire de l'Élysée vient d'améliorer sa propre contre-performance: son action est désormais créditée d'à peine 4% de bonnes opinions (3% «plutôt satisfaits», 1% «très satisfaits»). Une dégringolade d'autant plus révélatrice lorsqu'elle est comparée aux précédents chiffres de l'étude (12% en novembre 2015, 8% en janvier 2016), ou à l'importance du panel (17.047 d'interrogés).



Arthur Berdah @arthurberdah

Avec 4% de bonnes opinions sur 17.047 personnes testées, Hollande fait désormais 3 fois moins "bien" qu'en novembre

Cette chute vertigineuse s'inscrit dans une tendance déjà alarmante pour François Hollande. En effet, la question de la pertinence - voire la légitimité - de sa candidature semble se poser un peu plus chaque jour, à mesure que les sondages se suivent et se ressemblent pour lui. Car en plus d'être donné «moins bon» que Manuel Valls ou Emmanuel Macron pour représenter la gauche de gouvernement, il pourrait maintenant être battu par Jean-Luc Mélenchon.



Arthur Berdah journaliste - Sa biographie

lefigaro.fr

IV) La Rochelle : l'artisan qui avait interpellé Manuel Valls a été condamné en appel



Le vice-président de l'association " Sauvons nos entreprises " Frack Gavoux. © Archives Xavier Leoty

Lors de l'université d'été du PS en 2014, il s'était approché de Manuel Valls pour lui rappeler des promesses "non tenues". Il a été condamné par la cour d'appel de Poitiers, jeudi

Frack Gavoux, un artisan d'Aytré et vice-président du collectif Sauvons nos entreprises, a été condamné ce jeudi à **300 euros d'amende par la cour d'appel de Poitiers, ainsi qu'à 1 euro symbolique de dommages et intérêt et 800 euros au titre des frais d'avocat.**

Lors de l'université d'été du PS en 2014, il s'était approché de Manuel Valls pour lui rappeler des promesses "non tenues". Les policiers l'avaient trouvé un peu énervé et il a été poursuivi pour rébellion et outrage à agent public. Le collectif Sauvons nos entreprises envisage d'aller en cassation.

La Rochelle : le petit patron avait interpellé Manuel Valls, 100 jours-amende requis



À la sortie de l'audience, Frack Gavoux s'est entretenu avec son conseil, entouré de ses supporters, venus en nombre. © ph.

Le petit patron arrêté lors de l'Université d'été

du PS 2014 après avoir interpellé Manuel Valls était jugé jeudi à Poitiers sur appel du parquet. 100 jours amende à 5 euros ont été requis

Le 30 août 2014, dans les rues de La Rochelle, le Premier ministre venu à l'Université d'été du Parti socialiste se fait interpellé, poliment mais fermement, par un petit entrepreneur d'Aytré, Franck Gavoux. Vice-président de Sauvons nos entreprises, cet importateur de yourtes (son entreprise a fait faillite depuis) entend reprocher à Manuel Valls de ne pas avoir organisé **la table ronde qu'il lui avait promise un an plus tôt**, au

D'ailleurs, le Premier ministre passe son chemin après avoir adressé un sourire au manifestant. Franck Gavoux **descend alors de son piédestal et part d'un pas rapide**. Veut-il tenter de rattraper le cortège comme le pense la police ? Toujours est-il qu'il est crocheté par derrière, maîtrisé et menotté.

Cinquantaine de supporters

C'est là que les versions divergent : pour les policiers, le petit patron d'Aytré, qu'ils connaissent bien, **se montre insultant, menaçant même**. Il est emmené au commissariat et poursuivi pour **outrage et rébellion**. En première instance, à La Rochelle, Franck Gavoux a été relaxé, faute de preuves convaincantes. Le parquet a fait appel.

Jeudi, à Poitiers, où une cinquantaine de supporters du prévenu venus de la France entière avaient convergé, une des vidéos réalisées par les témoins de l'échauffourée a été projetée : on y voit un Franck Gavoux assez agité mais uniquement après avoir été maîtrisé. Le principal témoignage d'un policier versé à charge explique, au contraire, que c'est parce **qu'il se montrait dangereux que le manifestant a été poursuivi et maîtrisé**. Une différence notable qui amène Me Jean-François Chargeur, avocat du prévenu, à dénoncer « un faux » et à menacer de saisir le ministère de l'Intérieur.

L'avocat du barreau d'Angoulême réclame à la cour d'appel de déclarer nulle l'interpellation de son client avant la première injure éventuelle, **une interpellation injustifiée selon lui au vu du Code de procédure pénale**.

De son côté, l'avocat général requiert une peine de principe : 100 jours-amende à 5 euros (autrement dit une amende de 500 euros sous menace de

prison si elle n'est pas payée). L'arrêt de la cour d'appel sera rendu le jeudi 18 février.



V) La France divisée entre ceux qui acceptent l'économie de marché, ceux qui sont protégés par l'Etat... Et les exclus

Toutes les conditions sont réunies pour déboucher sur une croissance molle. La quasi nationalisation des quatre secteurs essentiels pour créer des emplois sont dans les mains du secteur public



Jean-Jacques Netter

Jean Jacques Netter est vice-président de l'Institut des Libertés, un think tank fondé avec Charles Gave en janvier 2012.

La France, contrairement à ce que l'on nous raconte à longueur de journée, n'est pas divisée entre gauche et droite, mais elle est coupée en trois : 1/ une France qui vit dans la mondialisation, qui accepte l'économie de marché et qui a confiance dans l'avenir. Toutes les enquêtes d'opinion se recoupent pour estimer que

cela représente environ un tiers des français. 2/ une France qui vit protégée par l'Etat à l'ombre de statuts particuliers, de subventions et d'allocations diverses. Ce qui représente à peu près 20M de Français. 3/ la France des exclus de tout qui compte désormais 25M de personnes est la honte du « modèle social que le monde nous envie » comme François Mitterrand et Jacques Chirac l'ont seriné pendant des années dans un même aveuglement coupable...

Toutes les conditions sont réunies pour déboucher sur une croissance molle.

La quasi nationalisation des quatre secteurs essentiels pour créer des emplois sont dans les mains du secteur public. L'éducation qui est sous contrôle total des syndicats corporatistes. Dans le domaine de la santé, notre sécurité sociale a été nationalisée et chaque nouvelle réforme de notre système de soins l'enfonce de plus en plus dans l'étatisme.

En matière de retraites, pour des raisons idéologiques, la droite et la gauche qui se sont succédé au pouvoir ont refusé d'accorder aux Français la retraite par capitalisation dont bénéficient pourtant des pays comme la Suède. Sous la pression des circonstances, un succédané s'est mis en place sous la forme de l'assurance vie.

Il est en train d'être attaqué. Dans les domaines de la recherche une administration nationalisée et centralisée de la recherche sous la forme du CNRS est aux commandes. Tout cela diminue régulièrement la compétitivité de la France.

Les élites sont dépassées par la mondialisation

La perte de confiance des élites est le trait dominant du malaise français actuel. Elles ont du mal à faire face à la crise et surtout à en maîtriser les enjeux. L'alliance entre l'Etat, les "technocrates organiques" et les "intellectuels critiques" ne fonctionne plus car, pour eux, l'économie de marché tient une place passablement subalterne que la mondialisation est en train de sérieusement lézarder.

Pour reprendre une formule célèbre de Ronald Reagan les entrepreneurs ont bien compris la stratégie de l'Etat : « Tout ce qui bouge on le taxe ; ce qui bouge encore on le réglemente et ce qui ne bouge plus on le subventionne »...

La mondialisation a conduit nos pays à laisser échapper, via les délocalisations leur substance productive pour s'installer dans le confort de la consommation, tandis que d'autres états devenaient producteurs de ce que nous consommons à crédit.

Les technologies actuelles privent un grand nombre de salariés de leur emploi. Le travail naguère accompli par l'homme est désormais confié à des machines et des robots. L'informatique ne pourra jamais absorber tous les chômeurs victimes de la course à la productivité. La mondialisation aggrave le phénomène, car c'est vers les pays où le travail est moins payé et moins qualifié que les entreprises se délocalisent...

atlantico.fr

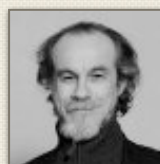
VI) Transport urbain : vers l'usage personnalisé

Par Carlos Moreno



Nos villes sont asphyxiées par la congestion du trafic routier que par la pollution de l'air. Il est urgent de faire évoluer d'une part la vision individualiste de l'automobiliste et, d'autre part, l'offre de services publics collectifs. (Crédits : Allocab)

LAPRESSEENREVUE.EU



Carlos Moreno- CarlosMorenoFr

Les décennies à venir nous mettent au défi de changer le paradigme de la mobilité.

Au moment où les États, villes et collectivités locales du monde entier se sont réunis à Quito (Équateur) pour la conférence de l'ONU Habitat III afin d'évoquer le «Nouvel Agenda Urbain», parmi les domaines à traiter concernant nos vies urbaines, le transport - ou, mieux encore, la mobilité -, par son caractère transverse, systémique et structurant, est l'une des clés de voûte de la manière dont nous vivons aujourd'hui, et allons vivre dans les décennies à venir dans nos espaces urbains.

Le sujet est aussi au cœur de l'International Conference on Demand Responsive Transportation, organisée par le Transportation Research Board de l'Académie américaine des Sciences, qui vient d'avoir lieu aux États-Unis. En janvier prochain, consacrée à la thématique *Leading the Way in an Era of Rapid Change*, aura lieu à Washington la 96^e conférence annuelle de ce groupe de travail, une référence mondiale dans le transport, avec ses 5.000 présentations au cours de quelque 750 sessions, sans oublier les 100 workshops.

Il y a urgence, car nos villes sont asphyxiées, dans tous les sens du terme, par les chaos de la circulation, ainsi que par les problématiques de pollution, mais également par les difficultés à faire évoluer la vision individualiste du confort dans sa voiture et l'offre de services publics collectifs.

La France des mobilités en mouvement

La croissance irréversible et accélérée de nos villes, conjuguée avec l'héritage de la ville sectorisée dans ses fonctions et le besoin d'une vraie qualité de vie, résiliente et inclusive, demande de nouvelles ruptures.

En France, deux annonces ont eu lieu en même temps: Navya, startup pionnière mondiale dans les navettes autonomes, vient de lever 30 millions d'euros ; la SNCF, octogénaire entreprise publique, vient d'investir dans une startup du VTC, Allocab.

Au-delà du débat, avec ou sans chauffeur, sur l'ubérisation et sur le rôle des plateformes avec leurs nouveaux modèles sans salariat, les décennies à venir nous mettent au défi de changer le paradigme de la mobilité, vue comme une

succession de transports à effectuer par chacun.

Nouvelles solutions de transport personnalisé

Dans la future ville du quart d'heure, centrée sur nos besoins à satisfaire en minimisant les déplacements urbains, la convergence du transport à la demande avec les besoins individuels, l'optimisation par les plateformes technologiques, le numérique, l'intelligence artificielle et l'ubiquité, tout cela amènera à la révolution du transport urbain personnalisé, qui pourrait préfigurer ce que l'on appelle le transport porte-à-porte, comme veulent le développer tant la SNCF que Google.

Qu'il soit avec ou sans chauffeur, par les moyens collectifs (métro, tram, bus, trains à parcours prédéfinis), ou par parcours adaptatifs collectifs en temps réel (bus, minibus, taxis collectifs, voitures en commun), ou encore par le partage de moyens individuels de mobilité (voitures, vélo, moto) ou par le partage d'un parcours en commun (Pédibus, Vélibus...), le vrai défi sera de satisfaire l'utilisateur en lui offrant un parcours dans sa complétude, qui tienne compte du respect du bien commun, de l'optimisation de l'espace public et de la qualité de l'air avec son besoin propre.

Par le professeur Carlos Moreno, spécialiste de la ville intelligente



LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Le réchauffement climatique se confirme encore et toujours

Gérard Le Puill humanite.fr



AFP

Les informations rendues publiques hier par l'Organisation météorologique mondiale sur l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre laissent supposer que nous allons vers en emballement du réchauffement climatique. Mais nos grands médias audiovisuels ont censuré l'information pour promouvoir la grande nouvelle du jour : Jean-François Copé évalue à 10 ou 15 centimes d'euros le prix d'un pain au chocolat.

Nous sommes exactement à deux semaines de la Cop 22 de Marrakech qui s'ouvrira le 8 novembre. Pour ceux et celles qui douteraient encore du lien de cause à effet entre le réchauffement climatique et les rejets de gaz à effet de serre, dont le CO₂, mieux vaut lire attentivement les dernières informations fournies hier par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Durant l'année 2015, on a franchi globalement une teneur moyenne du principal gaz à effet de serre (GES) qu'est le CO₂, supérieure à 400 ppm (parties par million). L'OMM précise que « la barre des 400 ppm avait déjà été atteinte auparavant par le CO₂, à certains endroits et durant certains mois de l'année, mais jamais encore à l'échelle du globe et pour une

année entière ».

La projection pour 2015 sur une augmentation de CO₂ « était de 399,4, en hausse de 2,2 ppm par rapport à 2014 », selon le rapport annuel sur l'état du climat « State of climate » auquel ont participé 450 scientifiques du monde entier. D'après les informations déjà collectées par la station de surveillance des gaz à effet de serre basée à Hawaï, cette tendance à la hausse va se poursuivre en 2016. On sait en effet que l'année 2016 aura été jusqu'au milieu de l'été plus chaude que l'année 2015 à l'échelle du globe. Or, 2015 avait déjà été une année record pour la température moyenne du globe de janvier à décembre.

Le taux de CO₂ dans l'atmosphère ayant augmenté de 144% depuis le début de l'époque industrielle, il est difficile de ne pas attribuer la cause essentielle de ce réchauffement aux activités humaines. On sait que le CO₂ largué dans l'atmosphère provient essentiellement de la combustion des énergies fossiles que sont le pétrole, le charbon et le gaz qui servent à propulser les véhicules à moteur, à produire de l'électricité, à chauffer les maisons et les immeubles, à produire des engrais azotés pour ce

qui est du gaz.

Ainsi, la production et l'utilisation massive des engrais azotés engendrent un double processus d'émission de gaz à effet de serre. On brûle beaucoup de gaz émetteur de CO₂ pour produire ces engrais. Ensuite, leur épandage sur les cultures libère un autre gaz à effet de serre qu'est le protoxyde d'azote, ou NO₂. Les concentrations de NO₂ dans l'atmosphère ont augmenté de 121% par rapport à la période préindustrielle.

Or nous savons qu'il est possible de réduire considérablement les épandages d'engrais azotés en modifiant certaines pratiques agricoles. Dans les prairies comme dans la production de grain, mélanger lors du semi des légumineuses avec des graminées permet aux premières nommées d'alimenter toute la culture en azote capté directement dans l'air et transformé en engrais par les racines de ces mêmes légumineuses sans émission de NO₂.

Nous savons aussi que le méthane (CH₄) est un puissant gaz à effet de serre imputable pour une part aux herbivores ruminants dont les bovins. Réduire les émissions de méthane passe donc par une moindre consommation de viande rouge dans les pays qui en consomment beaucoup. Ce qui passe, pour les humains, par une consommation accrue de protéines végétales comme les lentilles, les haricots secs, les pois chiches, les fèves et le soja. Or toutes ces plantes sont des légumineuses qui captent l'azote de l'air pour le transformer en fertilisant sans émettre de protoxyde d'azote, le redoutable NO₂.

Notons enfin que l'augmentation des émissions de CO₂ dans l'atmosphère doit beaucoup en 2015 à une moindre capacité d'absorption et de stockage du carbone par les forêts, les prairies et les cultures annuelles. Les spécialistes de l'OMM retiennent que le phénomène climatique El Nino, très puissant en 2015, «a déclenché des sécheresses dans les régions tropicales et a réduit la capacité d'absorption de CO₂ par les puits de gaz à effet de serre que sont notamment les forêts et autres formes de végétation ainsi que les océans», indique le rapport qui ajoute : «ces puits absorbent actuellement environ la moitié des émissions de ce gaz, mais il se pourrait qu'ils deviennent un jour saturés».

Nous touchons ici la question du risque d'irréversibilité qui renvoie à la nécessité absolue de ne pas dépasser le 2°C de réchauffement

retenu comme un impératif à la Conférence de Paris. La conjonction d'une augmentation de la température porteuse de sécheresses récurrentes qui à leur tour réduisent la capacité de stockage de CO₂ par la végétation peut déboucher sur un emballement rapide et irréversible du réchauffement climatique conduisant à un effondrement des sociétés humaines.

Voilà pourquoi les informations rendues publiques hier par l'OMM auraient valu un sujet très pédagogique hier dans les journaux du soir à la télévision et à la radio. Il n'en fut rien. Mais, sur toutes les chaînes, la seconde information du jour, juste après le début d'évacuation de la jungle de Calais, était la suivante : Jean-François Copé, qui veut devenir président de la République, avait estimé sur Europe 1 que le prix d'un petit pain au chocolat variait entre 10 et 15 centimes d'euro dans les boulangeries, soit dix fois moins que le prix réel. On appelle cela la hiérarchie de l'information dans nos grands médias !

Gérard Le Puill

Journaliste et auteur

VIII) Comment la gauche s'est suicidée

Jean-Marie Colombin France



Le 11 octobre 2016 à Strasbourg | FREDERICK FLORIN / AFP

La gauche est encore plus mal en point qu'en 1993 et en 2002. Son éclatement entre une gauche de gouvernement et une gauche marxiste est si profond qu'il pourrait l'écarter durablement du pouvoir.

Le quinquennat du président François Hollande, qui s'achève au mois de mai 2017, pourrait bien

rester dans l'histoire comme celui du suicide de la gauche française. En témoigne, s'il en était besoin, le pronostic prononcé par Jean-Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du Parti socialiste, selon lequel la gauche sera absente du second tour de l'élection présidentielle.

La réalité politique d'aujourd'hui correspond bien à un second tour entre celui qui sortira vainqueur des primaires de la droite et la présidente du Front national, Marine le Pen, laquelle est désormais la cinquième personnalité politique la plus populaire en France! Au point qu'une partie de l'électorat de la gauche est tenté d'aller voter aux primaires de la droite, afin de s'assurer que l'avantage ira bien à Alain Juppé et non à Nicolas Sarkozy. Car seul l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac semble aujourd'hui en mesure de battre largement Marine Le Pen; l'issue du scrutin, en cas de duel Sarkozy/Le Pen, est en revanche incertaine.

Pas une défaite, une relégation

La gauche institutionnelle mais aussi ses électeurs et ses sympathisants ont donc intégré non seulement la perspective de la défaite mais aussi celle d'une véritable relégation. Pour longtemps.

La situation actuelle est politiquement plus grave que celle de 1993 ou de 2002. 1993: après cinq années de gouvernement de gauche, François Mitterrand étant président, les élections législatives sont marquées par la défaite la plus lourde de la gauche dans l'histoire politique française. Ne restent que 50 députés (sur 577...). Mais quatre ans plus tard, sous la présidence de Jacques Chirac, la gauche revient conduite par Lionel Jospin. Après cinq ans de gouvernement, pourtant appréciés à gauche (introduction des 35 heures, recul du chômage), survient une nouvelle catastrophe politique: Lionel Jospin ne se qualifie pas pour le second tour de la présidentielle qui oppose Jacques Chirac, président sortant, et Jean-Marie Le Pen, fondateur du Front national et figure tutélaire de l'extrême droite française.

À l'inverse de celui de Lionel Jospin, le bilan de François Hollande est critiqué avec véhémence à gauche. Alors qu'en réalité, il est parfaitement défendable: ainsi la France est-elle devenue la championne incontestable de la dépense sociale (31% du PIB contre une moyenne de 21% pour les pays de l'OCDE), marqueur s'il en est d'une politique de gauche. Pourtant, de nouveau, se profile une élimination au soir du premier tour.

Le contexte est, il est vrai, celui d'une France dont le centre de gravité s'est déplacé vers la

droite et qui fait une part de plus en plus grande à l'extrême droite. Il faut ici incriminer moins la crise et ses conséquences (un chômage record) que le rejet de l'immigration (fer de lance de la progression de l'extrême droite) et, les attentats aidants, une demande d'autorité qui flirte dangereusement avec l'aspiration à un régime autoritaire.

François Hollande villipendé à gauche depuis le début de son mandat

Mais la responsabilité la plus grande dans ce désastre annoncé appartient à la gauche elle-même. Elle est non plus divisée mais éclatée en mille morceaux. Les hostilités contre François Hollande ont débuté dès le début de son mandat. Sous l'impulsion d'une extrême gauche radicalisée et populiste. Ainsi Jean-Luc Mélenchon, qui dirige le Front de gauche, outre les injures permanentes contre François Hollande, parle désormais de ces travailleurs détachés (dans l'Union européenne) qui «volent son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place»! La pire extrême droite ne saurait mieux dire.

Quant à Olivier Besancenot, ancien leader du parti trotskyste, longtemps flatté par les médias, il décrète «moisie» la «politique institutionnelle». Il est vrai qu'en général l'extrême droite parle plutôt de démocratie «pourrie»... Cinq années donc à pilonner sans relâche l'ennemi numéro un de l'extrême gauche, c'est-à-dire la gauche de gouvernement. Dans les années 1930, les communistes parlaient des «sociaux traitres». Aujourd'hui, les trotskystes parlent de la «trahison» de François Hollande.

Limitée à l'extrême gauche, ce type de campagne aurait eu moins d'impact s'il n'y avait eu le relais pris par une partie des députés socialistes (environ un tiers du groupe des députés) auto proclamée «frondeurs». Ils ont mené une guérilla parlementaire permanente contre François Hollande et son Premier ministre, Manuel Valls. Ironie de l'histoire: François Mitterrand avait débarrassé le parti socialiste de la tutelle intellectuelle du parti communiste. Et voici qu'une partie du PS se place d'elle-même dans une dépendance idéologique vis-à-vis de l'extrême gauche trotskyste.

Si on y ajoute l'hostilité à l'égard du Président et les candidatures à la présidence au nom d'une simple logique personnelle (les anciens ministres Arnaud Montebourg, Benoît Hamon et, sur un autre registre Emmanuel Macron), voici le

trotskysme et le narcissisme inspireurs idéologiques d'une gauche hostile à la réforme à la mode Hollande.

Enfin, il n'y a plus guère d'écologie politique: le parti des Verts, qui bénéficiait à l'Assemblée d'une surreprésentation, due aux largesses de Martine Aubry lorsque cette dernière dirigeait le Parti socialiste, est devenu à la fois groupusculaire et crépusculaire.

Le livre confession qui décrédibilise

On aurait garde toutefois d'oublier qu'au registre de la tentation suicidaire prend place désormais le livre confession du président lui-même. Lequel a ajouté, par une véritable opération d'auto décrédibilisation, au malaise multiforme de la gauche.

Au-delà de ces circonstances, ce qui rend inévitable et profond le divorce entre l'extrême gauche et la gauche de gouvernement est la place prise par le modèle Syriza. C'est-à-dire par une extrême gauche qui est parvenue à se substituer aux sociaux démocrates, lesquels paraissent avoir plongé dans les oubliettes de l'histoire. Et ce, malgré l'impopularité du gouvernement Tsipras: si les Grecs devaient voter aujourd'hui, la droite reviendrait en force.

La situation des socialistes français n'est guère séparable d'un contexte plus général, là aussi marqué par une crise profonde. Les travaillistes britanniques, hier modèles avec les sociaux démocrates allemands d'une gauche sachant réformer, sont ceux qui sont allés le plus loin dans la tentation suicidaire. Ils sont coupés en deux et semblent avoir pour ambition de garantir aux conservateurs un bail de longue durée...

Les socialistes espagnols, sous la pression de Podemos (autre modèle de l'extrême gauche française), se sont presque suicidés en tentant de bloquer le système, avant de se reprendre. En Italie, Matteo Renzi rencontre, à peu de choses près, au sein du parti démocrate la même «fronde» hostile que François Hollande au sein du PS. Les socialistes autrichiens se sont gravement compromis un temps avec l'extrême droite et les sociaux démocrates allemands ont dû s'incliner durablement face à Angela Merkel.

La social-démocratie a perdu les classes moyennes

Ainsi, partout ou presque, la social-démocratie peine à redéfinir et à incarner une alternative aux politiques classiquement libérales de la droite. Elle se trouve coincée entre la garantie des acquis

sociaux qu'elle veut préserver et la nécessité d'accompagner les bouleversements économiques et stratégiques que nous traversons. Face au déferlement de l'ère numérique, qui met en cause jusqu'aux mécanismes de la représentation politique, elle ne parvient pas à définir le logiciel de l'avenir.

Elle souffre plus que d'autres du mal qui atteint les classes moyennes; et qui est moins le niveau des inégalités que l'absence de perspectives claires en terme d'élévation des conditions de vie et de statut social offertes aux jeunes. Elle n'a élaboré aucune solution qui lui soit propre afin d'éviter le grand divorce entre les métropoles et leurs périphéries, aussi bien urbaines que rurales; divorce illustré de façon tristement éclatante par

Or la grande, la seule affaire qui devrait mobiliser toutes les gauches est de faire barrage à la montée des populismes. Comment faire reculer populisme et protectionnisme (porteurs de dislocations à l'intérieur et d'affrontements à l'extérieur)? Telle est la question.

Le paradoxe est qu'il faut sans doute chercher du côté d'un socialisme rénové autour d'un Etat stratège et aidé par une Europe renouant avec l'obsession de la croissance et de l'investissement pour trouver la bonne réponse.



Jean-Marie Colombani

Slate^{FR}

A Suivre... La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à